

Champ libre

# Sans-papiers de Nanterre en grève de la faim

mardi 3 juin 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2008).

**Depuis le 28 avril, à l'appel du collectif de sans-papiers des Hauts-de-Seine (CSP 92), plusieurs centaines de sans-papiers occupent l'église Saint-Paul de Nanterre. Ils se relaient afin d'être reçus à la préfecture, toute proche, et d'obtenir des garanties sur leur régularisation. Le CSP 92 a appelé les sans-papiers à sortir massivement de l'anonymat, afin de créer les conditions nécessaires à leur survie et au droit de vivre en France. Depuis le 29 avril, plusieurs occupants - Khedija Errazi, Prudence Simo Metuego, Abderahmane Messaoui, Slimane Diffalah, Sissoko Saiba, Mokrane Saadallah, Nourredine Lazreg - ont entamé une grève de la faim. « Rouge » les a rencontrés.**

---

**? Pouvez-vous, les uns et les autres, vous présenter et décrire votre situation - vie familiale, conditions de logement et d'emploi ?**

**Slimane Diffalah** - Je suis en France depuis huit ans et demi. Je loue un 50 m<sup>2</sup> 690 euros par mois - sans aide pour le logement (APL). Ma femme, petite-fille d'un ancien combattant, est responsable en CDI d'un magasin à la Défense. Nous avons un fils de 15 mois, né en France, avec une carte de circulation. Je suis agent de sécurité en CDI dans une entreprise de 20 000 salariés, nous sommes certainement plusieurs en situation irrégulière, mais nous n'en parlons pas entre nous.

**Khedija Errazi** - Je loue une studette 500 euros par mois. J'ai travaillé quatre ans dans la restauration. J'ai subi des violences dans une famille française qui m'employait. Elle refusait de me payer, prétextant que cela lui était très difficile en raison d'un crédit immobilier. J'ai été giflée et dénoncée à la police pour travail illégal. Mon employeur a été placé 48 heures en garde à vue.

**Sissoko Saiba** - Je suis marié au pays, où j'ai deux enfants. Je partage l'appartement d'une famille de six personnes. Ouvrier du bâtiment pendant quatre ans, mon patron a dû envoyer mes faux papiers à la préfecture à la suite de la loi Sarkozy sur le contrôle du travail illégal. J'ai été licencié, sans pouvoir percevoir d'allocations chômage.

**Mokrane Saadallah** - Je sous-loue un appartement avec deux autres personnes. Nous payons 600 euros de loyer. Je travaille dans le bâtiment depuis juin 2005, au « black », chez un petit entrepreneur, et je touche 45 euros par jour (au lieu de 120 si j'étais déclaré). Je ne peux pas être malade, ni prendre de congés ; si je m'arrête, je ne peux plus manger.

**Abderahmane Messaoui** - En France depuis 1992, je suis marié légalement et j'ai trois enfants scolarisés. Notre premier enfant est décédé. Il a été légalement inhumé au cimetière de Thiais [Val-de-Marne, NDLR]. Nous avons un logement social avec un bail. Je suis maçon en CDI.

**Prudence Simo Metuego** - Je suis mariée au pays et hébergée dans une famille. Je fais des

ménages et des gardes d'enfants non déclarés. J'ai du mal aussi à me faire payer. Mon salaire varie en fonction du nombre d'heures (quatre euros en moyenne).

**Nourredine Lazreg** - Pendant dix-huit ans, j'ai « sillonné » la France pour travailler dans le nettoyage, la restauration et le bâtiment. J'y ai laissé ma santé, sans jamais bénéficier d'indemnités, du paiement des heures supplémentaires, de jours fériés ou de vacances, sans parler des années de travail sans cotisation à la retraite. Actuellement, je vis chez un parent qui m'héberge.

### **? Quelles sont vos situations administratives ? Quelles démarches avez-vous entreprises ?**

**Slimane D.** - Je suis entré en France avec un visa touristique. J'ai fait une demande d'asile, qui m'a été refusée, puis deux demandes de régularisation : l'une au bout de la huitième année avec une promesse d'embauche, l'autre à la naissance de mon enfant. Elles ont été rejetées, et j'ai reçu un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (APRF) en début d'année.

**Khedija E.** - Je suis entrée avec un visa touristique, il y a quatre ans. J'ai déposé, en juin dernier, une demande de carte de séjour, je n'ai aucune réponse.

**Sissoko S.** - J'ai fait une première demande d'asile politique, qui a été rejetée, puis un recours, avant de recevoir un APRF.

**Mokrane S.** - J'ai déposé un dossier il y a un an. Je n'ai aucune réponse.

**Abderahmane M.** - Comme je suis en France depuis seize ans, j'ai fait une demande de régularisation au bout de dix années de présence sur le sol français. Mais Sarkozy a supprimé cette loi et, malgré de nombreux recours - gracieux, contentieux -, j'ai essuyé un refus argumenté sur des détails, mais pas sur le fond.

**Prudence S. M.** - Moi, je n'ai fait aucune démarche de régularisation.

**Nourredine L.** - Malgré l'envoi de plusieurs dossiers à la préfecture, je n'ai obtenu aucune réponse : ni refus, ni poursuite.

### **? Pourquoi avoir rejoint le collectif des sans-papiers du 92 (CSP 92), en occupant ici, à Nanterre, l'église Saint-Paul, et pourquoi cette grève de la faim ?**

**Slimane D.** - J'ai décidé de rejoindre les grévistes de la faim pour faire entendre mon SOS.

**Khedija E.** - Je veux faire bouger les choses. Je me sens coincée. N'étant pas prioritaire, la régularisation au cas par cas ne me donne aucun espoir. Mes parents sont décédés. Je n'ai plus rien à perdre.

**Sissoko S.** - Fin 2004, j'ai été expulsé. Au pays, je n'ai pas supporté de n'avoir pas d'argent pour mes enfants. Je suis revenu ici, d'où je peux aider ma famille. J'ai perdu ma mère, en 2002, sans avoir pu la revoir. La grève de la faim était l'ultime solution.

**Mokrane S.** - Un ami m'a parlé de l'occupation et je suis venu. Au cas par cas, en tant que célibataire, je n'ai aucune chance de régularisation.

**Abderahmane M.** - Ma situation est bloquée. La grève de la faim est ma dernière carte, pour que mes enfants vivent dignement.

**Prudence S. M.** - J'étais violente par mon mari et je me suis réfugiée en France, aidée par un

médecin. Je risque vraiment ma vie si je retourne là-bas, où mes parents sont décédés depuis.

**Nourredine L.** - J'ai perdu mes parents, ma sœur et un frère, sans avoir pu les revoir. Dernièrement, ma femme m'a quitté, lassée d'attendre « les papiers ». Je n'ai plus personne au pays, le reste de ma famille vivant en France en situation régulière. Je n'ai plus rien à perdre, et j'ai le sentiment de me débarrasser de cette peur au ventre quotidienne et de toutes les souffrances qui l'accompagnent.

**? Quelles sont vos attentes concernant les associations, les habitants du quartier, les médias ?**

Abderahmane M. - Nous comptons sur les médias et les associations pour faire connaître notre situation, pour qu'ils soient nos porte-parole auprès de la préfecture et pour que l'on comprenne que nous ne sommes pas des profiteurs. Nous nous levons tôt le matin, et nous participons à l'économie de la France par nos impôts, la TVA, etc.

**Slimane D.** - Nous remercions du fond du cœur tous ceux qui nous soutiennent. Des gens humains et logiques se disent : « C'est juste des papiers qu'il leur faut ! »

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2253, 22/05/2008. Propos recueillis par Christine Debrieux, Sigrid Dumonçay et Tony Pellet.